

Table des matières

CHAPITRE I. – LÉGISLATION	9
§ 1. <i>Droit pénal commun</i>	9
A. <i>Droit pénal général</i>	9
B. <i>Droit pénal spécial</i>	16
§ 2. <i>Protection de la Jeunesse</i>	34
§ 3. <i>Internement</i>	36
§ 4. <i>Suspension, sursis et probation</i>	41
§ 5. <i>Exécution des peines</i>	44
§ 6. <i>Droit de la procédure pénale</i>	50
§ 7. <i>Détention préventive</i>	82
 CHAPITRE II. – JURISPRUDENCE	85
§ 1. <i>Droit pénal commun</i>	87
A. <i>Droit pénal général</i>	87
1. <i>Légalité du droit pénal et principes généraux de droit</i>	87
2. <i>Interprétation de la loi pénale</i>	90
3. <i>Application de la loi pénale dans le temps</i>	90
– <i>Principes généraux</i>	90
– <i>Applications particulières</i>	93
– <i>Application immédiate des lois de procédure pénale</i>	97
4. <i>Application de la loi pénale dans l'espace</i>	98
– <i>Principes généraux</i>	98
– <i>Applications particulières</i>	98
5. <i>Conditions d'existence de l'infraction</i>	100
– <i>Élément légal de l'infraction et les causes de justification</i>	100
– <i>Élément matériel de l'infraction</i>	103
6. <i>Les causes de non-imputabilité</i>	109
– <i>Les causes relatives à la capacité pénale de l'agent</i>	109
– <i>Les causes relatives à l'exercice momentané de ses facultés</i>	109
7. <i>Classification des infractions</i>	111
– <i>Le délit de presse</i>	111
– <i>Le délit politique</i>	113
8. <i>Responsabilité pénale des personnes morales</i>	114
9. <i>Participation criminelle</i>	124

10. Récidive	128
11. Peines et autres sanctions.....	131
– Généralités.....	131
– Emprisonnement.....	132
– Amende	133
– Peine de travail.....	135
– Motivation – Peine – Refus d’octroi d’une peine de travail.....	136
– Confiscation spéciale.....	137
– Interdiction professionnelle.....	148
– Interdiction des droits énumérés à l’article 31 du Code pénal....	148
– Mise à la disposition du tribunal de l’application des peines	149
12. Légalité, proportionnalité et personnalité des peines.....	149
13. Mesure de la peine : circonstances aggravantes, concours d’infractions, causes d’excuses, circonstances atténuantes.....	150
14. Modalités de la peine : suspension du prononcé, sursis et probation...	156
– Principes généraux.....	156
– La suspension du prononcé de la condamnation	157
– Le sursis simple ou probatoire	158
– L’action en révocation d’un sursis.....	159
15. Mesures alternatives à la peine : transaction pénale, médiation.....	161
B. Droit pénal spécial – Les infractions du Code pénal.....	164
ART. 113 et s. C. PÉN. – CRIMES ET DÉLITS	
CONTRE LA SÉCURITÉ EXTÉRIEURE DE L’ÉTAT.....	164
ART. 136bis et s. C. PÉN. – VIOLATIONS GRAVES DU DROIT	
INTERNATIONAL HUMANITAIRE	165
ART. 137 et s. C. PÉN. – INFRACTIONS TERRORISTES	165
ART. 147 C. PÉN. – ARRESTATION ILLÉGALE ET ARBITRAIRE.....	170
ART. 193 et s. C. PÉN. – FAUX ET USAGE DE FAUX	170
ART. 210bis C. PÉN. – FAUX ET USAGE DE FAUX	
EN INFORMATIQUE	181
ART. 215 et s. C. PÉN. – FAUX TÉMOIGNAGE ET FAUX SERMENT...	181
ART. 227 et s. C. PÉN. – USURPATION DE FONCTIONS,	
DE TITRES OU DE NOM	184
ART. 233 et s. C. PÉN. – COALITION DE FONCTIONNAIRES	184
ART. 240 et s. C. PÉN. – DÉTOURNEMENT, CONCUSSION	
ET PRISE D’INTÉRÊT PAR DES PERSONNES	
QUI EXERCENT UNE FONCTION PUBLIQUE	185
ART. 246 et s. C. PÉN. – CORRUPTION DE PERSONNES	
QUI EXERCENT UNE FONCTION PUBLIQUE	187
ART. 254 et s. C. PÉN. – ABUS D’AUTORITÉ.....	189
ART. 259bis et s. C. PÉN. – INTERCEPTIONS, PRISE	
DE CONNAISSANCE ET ENREGISTREMENT	
DE COMMUNICATIONS NON ACCESSIBLES AU PUBLIC	
ET DE DONNÉES D’UN SYSTÈME INFORMATIQUE.....	189
ART. 269 et s. C. PÉN. – RÉBELLION.....	189

ART. 275 et s. C. PÉN. – OUTRAGES ET VIOLENCES ENVERS LES MINISTRES, LES MEMBRES DES CHAMBRES LÉGISLATIVES, LES DÉPOSITAIRES DE L'AUTORITÉ OU DE LA FORCE PUBLIQUE.....	190
ART. 309 C. PÉN. – SECRET DE FABRIQUE	191
ART. 314bis C. PÉN. – INFRACTIONS RELATIVES AU SECRET DES COMMUNICATIONS NON ACCESSIBLES AU PUBLIC ET DES DONNÉES D'UN SYSTÈME INFORMATIQUE	193
ART. 322 et s. C. PÉN. – ASSOCIATION DE MALFAITEURS ET ORGANISATION CRIMINELLE.....	194
ART. 327 et s. C. PÉN. – MENACES D'ATTENTAT	199
ART. 332 et s. C. PÉN. – ÉVASION DES DÉTENUS	200
ART. 348 et s. C. PÉN. – AVORTEMENT.....	201
ART. 372 et s. C. PÉN. – ATTENTAT À LA PUDEUR.....	201
ART. 375 C. PÉN. – VIOL	205
ART. 379 et s. C. PÉN. – CORRUPTION DE LA JEUNESSE ET PROSTITUTION	207
ART. 383 et s. C. PÉN. – OUTRAGES PUBLICS AUX BONNES MŒURS	209
ART. 391bis et s. C. PÉN. – ABANDON DE FAMILLE.....	209
ART. 392 et s. C. PÉN. – HOMICIDE ET LÉSIONS CORPORELLES VOLONTAIRES.....	211
ART. 406 et s. C. PÉN. – ENTRAVE MÉCHANTE À LA CIRCULATION ROUTIÈRE	217
ART. 417bis et s. C. PÉN. – TORTURE ET TRAITEMENTS INHUMAINS ET DÉGRADANTS.....	217
ART. 418 et s. C. PÉN. – HOMICIDE ET LÉSIONS CORPORELLES INVOLONTAIRES	221
ART. 422bis C. PÉN. – NON-ASSISTANCE À PERSONNE EN DANGER.....	230
ART. 425 et s. C. PÉN. – DES PRIVATIONS D'ALIMENTS OU DE SOINS INFLIGÉES À DES MINEURS OU DES INCAPABLES	233
ART. 432 C. PÉN. – NON-REPRÉSENTATION D'ENFANTS	233
ART. 433ter et quater C. PÉN. – EXPLOITATION DE LA MENDICITÉ	236
ART. 433quinquies et s. C. PÉN. – TRAITE DES ÊTRES HUMAINS.....	236
ART. 433decies et s. C. PÉN. – ABUS DE LA VULNÉRABILITÉ D'AUTRUI EN VENDANT, LOUANT OU METTANT À DISPOSITION DES BIENS EN VUE DE RÉALISER UN PROFIT ANORMAL	239
ART. 434 et s. C. PÉN. – ATTENTATS À LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE ET À L'INVIOIABILITÉ DU DOMICILE COMMIS PAR DES PARTICULIERS	242
ART. 442bis C. PÉN. – HARCÈLEMENT	243
ART. 442quater C. PÉN. – ABUS DE LA SITUATION DE FAIBLESSE D'AUTRUI.....	248

ART. 443 et s. C. PÉN. – ATTEINTES À L'HONNEUR ET À LA CONSIDÉRATION DES PERSONNES	249
ART. 458 C. PÉN. – VIOLATION DU SECRET PROFESSIONNEL	253
ART. 461 et s. C. PÉN. – VOL	263
ART. 461 et s. C. PÉN. – EXTORSION	266
ART. 489 et s C. PÉN. – INFRACTIONS LIÉES À L'ÉTAT DE FAILLITE	267
ART. 490bis C. PÉN. – INSOLVABILITÉ ORGANISÉE OU FRAUDULEUSE	269
ART. 491 C. PÉN. – ABUS DE CONFIANCE	269
ART. 492bis C. PÉN. – ABUS DE BIENS SOCIAUX	274
ART. 496 C. PÉN. – ESCROQUERIE	277
ART. 504bis C. PÉN. – CORRUPTION PRIVÉE	279
ART. 504quater C. PÉN. – FRAUDE INFORMATIQUE	279
ART. 505 C. PÉN. – RECEL ET BLANCHIMENT	280
ART. 507 et s. C. PÉN. – DE QUELQUES AUTRES FRAUDES	289
ART. 521 et s. C. PÉN. – DESTRUCTION DES CONSTRUCTIONS, DES MACHINES À VAPEUR ET DES APPAREILS TÉLÉGRAPHIQUES	289
ART. 526 et s. C. PÉN. – DESTRUCTION OU DÉGRADATION DES TOMBEAUX, MONUMENTS, OBJETS D'ART, TITRES, DOCUMENTS OU AUTRES PAPIERS	290
ART. 534bis à 534quater C. PÉN. – GRAFFITI ET DÉGRADATION DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES	290
ART. 545 et s. C. PÉN. – DE LA DESTRUCTION DE CLÔTURES, DU DÉPLACEMENT OU DE LA SUPPRESSION DES BORNES ET PIEDS CORNIERS	291
ART. 550bis C. PÉN. – ATTEINTES À LA CONFIDENTIALITÉ, À L'INTÉGRITÉ ET À LA DISPONIBILITÉ DES SYSTÈMES INFORMATIQUES	291
ART. 551 et s. C. PÉN. – DES CONTRAVENTIONS	292
§ 2. <i>Protection de la jeunesse</i>	294
A. Audition du mineur ayant commis un fait qualifié d'infraction	294
B. Les mesures provisoires	295
C. Les mesures protectionnelles	296
D. Le dessaisissement du tribunal de la jeunesse	298
E. Les mesures de garde	299
F. La déchéance de l'autorité parentale	300
G. Parties à la cause et voies de recours	300
H. Enquête sociale et examen médico-psychologique	302
§ 3. <i>Défense sociale</i>	303
A. Jurisprudence relative à la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude	303

B.	Jurisprudence relative à la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement telle que modifiée par la loi du 4 mai 2016, dite loi « pot-pourri III »	308
C.	Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	309
§ 4.	<i>Droits de l'homme</i>	311
A.	Tribunal indépendant et impartial établi par la loi	311
B.	Présomption d'innocence	315
C.	Droits de la défense – droit à un procès équitable	317
1.	Généralités	317
2.	Droit au silence	331
3.	Contradictoire – égalité des armes	333
4.	Droit à un recours effectif	337
D.	Droit à l'assistance d'un avocat	338
1.	Généralités	339
2.	Droit à l'assistance d'un avocat lors d'une première audition	345
3.	Suspect non privé de liberté	345
4.	Droit à l'assistance d'un avocat lors de l'interrogatoire du juge d'instruction	346
5.	Droit à l'assistance d'un avocat lors de la phase ultérieure à la garde à vue	347
6.	Droit à l'assistance d'un avocat lors des reconstitutions	347
7.	Droit à l'assistance d'un avocat lors des autres devoirs d'enquête	349
8.	La notion d'audition au sens de l'article 47bis du Code d'instruction criminelle	350
9.	L'information du droit à l'assistance d'un avocat	350
10.	La renonciation au droit à l'assistance d'un avocat	351
11.	Les permanences salduz et la question du défaut d'avocat disponible	352
12.	Le rôle de l'avocat lors de l'assistance aux auditions	353
13.	Choix de l'avocat	353
14.	L'ordonnance de prolongation du juge d'instruction	354
15.	La sanction de la violation du droit à l'assistance d'un avocat	354
E.	Délai raisonnable	365
F.	Droit à un double degré de juridiction	383
§ 5.	<i>Procédure pénale</i>	384
A.	Généralités	384
B.	Action publique	385
1.	Exercice de l'action publique	385
2.	Obstacles à l'exercice de l'action publique	386
3.	Causes d'irrecevabilité de l'action publique	387
4.	Extinction de l'action publique	388
–	Décès ou liquidation ou dissolution de la personne morale	389
–	Principe <i>non bis in idem</i>	390
–	Prescription	399

C. Action civile	409
1. Titulaires de l'action civile et intervention d'un tiers.....	409
2. Action civile portée devant les juridictions civiles	412
3. Action civile portée devant les juridictions répressives.....	412
4. Constitution de partie civile auprès du juge d'instruction	415
5. Réserve des intérêts civils.....	418
6. Réparation.....	419
7. Extinction de l'action civile.....	420
D. Police	421
E. Ministère public	422
F. Information	423
1. Privation de liberté.....	423
2. Flagrant délit.....	425
3. Enquête proactive	426
G. Mini-instruction	428
H. Instruction	428
I. Devoirs d'enquête	434
1. Audition – interrogatoire – confrontation	434
2. Témoignages.....	435
3. Visites domiciliaires – perquisitions	440
4. Fouilles.....	448
5. Téléphonie et communications électroniques	449
6. Enquête bancaire	459
7. Recherche informatique	460
8. Expertises – avis technique	461
9. Analyses ADN.....	468
J. Saisies	469
K. Référé pénal	474
L. Contrôle de la régularité de la procédure d'instruction	475
M. Méthodes particulières de recherche	485
N. Contrôle des méthodes particulières de recherche	492
O. Mandat d'arrêt – détention préventive – contrôle de la détention préventive	505
1. Mandat d'arrêt.....	505
2. Mandat d'amener	512
3. Ordonnance de prolongation	513
4. Détention préventive sous surveillance électronique.....	515
5. Accès au dossier, contenu du dossier	517
6. Maintien de la détention préventive pendant l'instruction – audiences devant les juridictions d'instruction	519
7. Caution.....	527
8. Libération sous conditions.....	529
9. Requête de mise en liberté	530
10. Arrestation immédiate	532

P.	Détention inopérante	533
Q.	Clôture de l’instruction	538
R.	Motivation des ordonnances et arrêts rendus par les juridictions d’instruction	557
S.	Compétence des juridictions de jugement	563
T.	Déroulement du procès	565
	1. Saisine de la juridiction de jugement.....	565
	2. Pluralité de causes, jonction, connexité.....	569
	3. Généralités.....	570
	4. Réouverture des débats.....	574
U.	Preuve	575
	1. Applicabilité des règles de la procédure civile.....	575
	2. Charge de la preuve et rôle des parties et du juge dans la manifestation de la vérité.....	577
	3. Admissibilité, recevabilité des preuves – irrégularité des preuves.....	579
	4. Appréciation de la valeur probante des éléments de preuve.....	592
	5. Preuve en matière de roulage.....	595
	6. Preuve et secret professionnel.....	605
	7. Autres.....	607
V.	Jugements et arrêts	607
	1. Généralités.....	607
	2. Qualification des faits.....	612
	3. Motivation.....	618
	– Généralités.....	618
	– Motivation sur la culpabilité.....	624
	– Motivation sur la peine.....	626
	4. Condamnation aux frais – indemnité de procédure.....	632
	5. Prononcé.....	639
	6. Signification.....	641
	7. Autorité de la chose jugée.....	641
	8. Rectification.....	643
W.	Opposition	643
X.	Appel	655
	1. Généralités.....	655
	2. Règle de l’unanimité.....	671
Y.	Recours en cassation	675
	1. Recevabilité du pourvoi – compétence.....	676
	2. Mémoires.....	695
	3. Procédure – pouvoirs de la Cour.....	701
	4. Moyens.....	706
	5. Effets des arrêts de la Cour de cassation – conséquences pour les juridictions de renvoi.....	712
Z.	Cour d’assises	716

Zbis. Procédures particulières.....	729
1. Question préjudicielle à la Cour constitutionnelle.....	729
2. Récusation.....	734
3. Renvoi d'un tribunal à un autre – dessaisissement.....	741
4. Règlement de juges.....	744
5. Privilège de juridiction.....	746
Zter. Révision des condamnations pénales et réouverture des procédures pénales.....	748
Zquater. Emploi des langues.....	752
§ 6. Droit de l'exécution des peines et des mesures de sûreté.....	764
A. Exécution des peines privatives de liberté.....	764
1. Généralités.....	764
2. Modalités concernant tous les condamnés.....	765
– Permissions de sortie et congés pénitentiaires.....	765
– Libération provisoire pour raisons médicales.....	765
3. Modalités octroyées aux condamnés à une ou plusieurs peine(s) dont le total à exécuter est supérieure à trois ans.....	767
– Libération en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise...	767
– Évaluation des contre-indications à l'octroi des modalités d'exécution de la peine et de la condition liée à l'existence d'un plan de reclassement.....	768
– Condamnés sans titre de séjour.....	770
4. Calcul des dates d'admissibilité aux modalités d'exécution de la peine.....	771
5. Compétence du tribunal de l'application des peines.....	774
6. Composition du tribunal de l'application des peines.....	775
7. Procédure devant le tribunal de l'application des peines.....	777
– Généralités.....	777
– Délais.....	778
– Remises.....	779
– Délai pour introduire une nouvelle demande en cas de non-octroi d'une modalité.....	780
– Prononcé.....	781
– Opposition.....	781
– Recours en cassation.....	782
8. Suivi des modalités : modification, arrestation provisoire, suspension, révocation.....	784
9. Victimes.....	789
10. Droits de l'homme et exécution des peines.....	790
11. Statut juridique interne des détenus.....	791
12. Enquêtes pénales d'exécution (EPE).....	792
B. Exécution de la mesure de mise à la disposition du tribunal de l'application des peines.....	793
C. Exécution de la mesure d'internement.....	796
D. Exécution des peines non privatives de liberté.....	796

CHAPITRE III. – DOCTRINE	797
§ 1. <i>Généralités</i>	797
§ 2. <i>Droit pénal commun</i>	798
A. Littérature générale	798
B. Littérature particulière	800
1. Droit pénal général	800
– Le droit pénal et les autres branches du droit	800
– Autonomie du droit pénal	801
– Légalité du droit pénal	801
– Champ d’application de la loi pénale dans le temps	802
– Application de la loi pénale dans l’espace	803
– Principe <i>non bis in idem</i>	804
– Interprétation en droit pénal	805
– Classification des infractions	805
– Conditions d’existence de l’infraction	807
– Responsabilité pénale des personnes morales	809
– Participation criminelle	810
– Récidive	811
– Peines en général	812
– Suspension – Sursis – Probation	813
– Peine de mort	814
– Peines privatives de liberté	815
– Peine de travail	817
– Peine de surveillance électronique et peine de probation autonome	817
– Amendes	818
– Confiscation	819
– Peines subsidiaires	821
– Objectifs et fonctions des peines	821
– Circonstances aggravantes	821
– Concours d’infraction	822
– Les excuses	822
– Circonstances atténuantes et correctionnalisation	823
– Motivation des peines	824
– Amnistie	825
2. Droit pénal spécial	825
– Généralités	825
– Infractions de droit international humanitaire (art. 136 <i>bis</i> et s. C. pén.)	826
– Infractions terroristes et terrorisme (art. 137 et s. C. pén.)	827
– Faux en écriture (art. 193 et s. C. pén.)	828
– Prise d’intérêt (art. 245 C. pén.)	830
– Corruption (art. 246 et s., 504 <i>bis</i> et 504 <i>ter</i> C. pén.)	830

– Criminalité organisée (art. 324 <i>bis</i> et 324 <i>ter</i> , C. pén.).....	830
– Délit d'entrave à... (art. 314 C. pén.).....	831
– Association de malfaiteurs (art. 322 C. pén.).....	831
– Menaces (art. 327 et s. C. pén.).....	832
– Délinquance sexuelle (art. 371 et s. C. pén.).....	833
– Protection pénale des mineurs (art. 379 et s. C. pén.).....	835
– Abandon de famille (art. 391 <i>bis</i> et 391 <i>ter</i> C. pén.).....	835
– Violence au sein du couple (art. 410 C. pén.).....	835
– Torture, traitement inhumain et dégradant (art. 417 <i>bis</i> et s. C. pén.).....	836
– Harcèlement (art. 422 <i>bis</i> , C. pén.).....	836
– Délit de non-représentation d'enfants (art. 431 C. pén.).....	837
– Utilisation de mineurs à des fins criminelles (art. 433 C. pén.)....	838
– Exploitation de la mendicité (art. 433 <i>ter</i> C. pén.).....	838
– Traite des êtres humains (art. 433 <i>quinqies</i> et s. C. pén.).....	838
– Violation du secret professionnel (art. 458 C. pén.).....	840
– Vol (art. 461 et s. C. pén.).....	841
– Abus de biens sociaux (art. 492 <i>bis</i> C. pén.).....	842
– Blanchiment (art. 505 C. pén.).....	842
§ 3. Protection de la jeunesse et défense sociale	844
A. Protection de la jeunesse.....	844
B. Défense sociale – Internement.....	845
§ 4. Droit pénal particulier	847
A. Armes.....	847
B. Circulation routière.....	847
C. Discrimination.....	849
D. Cybercriminalité.....	850
E. Euthanasie.....	851
F. Négationnisme.....	852
G. Piraterie maritime.....	852
H. Stupéfiants.....	853
I. Droit pénal des affaires.....	854
J. Droit pénal fiscal et financier.....	854
§ 5. Droit de la procédure pénale	856
A. Littérature générale.....	856
B. Littérature particulière.....	857
1. Cassation en matière pénale.....	857
2. Cour d'assises.....	858
3. Tribunal de police.....	859
4. Tribunal de l'application des peines.....	860
5. Défaut et opposition en matière pénale.....	861
6. Police et services d'inspection.....	862

7. Information et instruction	863
– Méthodes particulières de recherche	863
– Actes d’instruction : aspects généraux	865
– Audition	865
– Témoins	867
– Écoutes téléphoniques	868
– Perquisition	868
– Expertise	869
– Juge d’instruction	870
– Juridictions d’instruction	871
8. Détention préventive	871
9. Ministère public	873
10. Transaction	875
11. Médiation pénale et médiation réparatrice	876
12. Maisons de justice	877
13. Victime et procès pénal	877
14. Aide aux victimes	878
15. Preuve en matière pénale	878
16. Prescription	880
17. Représentation de l’accusé	881
18. Droits de la défense	881
19. Délai raisonnable	882
20. Droit à un procès équitable	883
21. Impartialité des juges	884
22. Casier judiciaire	885
23. Réouverture de la procédure pénale	886
§ 6. Droit pénitentiaire et de l’exécution de la peine	886